

MARCHÉS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES



(C.C.A.P.)

Maître d'ouvrage : CROUS BRETAGNE

**Représenté par son Directeur Général (art 3.3 du CCAG)
CROUS BRETAGNE
7 Place Hoche
CS 26428
35064 RENNES Cedex**

**Travaux de rénovation de la résidence universitaire SAINT HELIER à RENNES
LOT 8 AGENCEMENT**

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application de L 2123-1 du code de la commande publique**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants	4
1-1 Objet du marché - Emplacement des travaux	4
1-2 Certification – Labellisation	4
1-3 Décomposition du marché	4
1-4 Modalités de reconduction	5
1-5 Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre	5
1-6 Contrôle technique	5
1-7 Coordination Sécurité - Protection de la santé	6
1-8 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)	6
1-9 Autres intervenants	6
1-10 Ordre de service	6
1-10 Clauses sociales et environnementales	6
Article 2 - Pièces constitutives du marché	7
2-1 Hiérarchie des pièces contractuelles	7
2-2 Clause de réexamen	8
2-3 Exécution complémentaire	8
Article 3 - Prix - Règlement des comptes	8
3-1 Répartition des paiements	8
3-2 Tranche(s) optionnelle(s)	8
3-3 Répartition des dépenses communes de chantier	9
3-4 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes	10
3-5 Variation des prix	13
3-6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants	14
3-7 Délais de paiement	16
3-8 Intérêts moratoires	17
Article 4 - Délai d'exécution - Pénalités et primes	17
4-1 Délai d'exécution des travaux	17
4-2 Prolongation du délai d'exécution	19
4-3 Pénalités pour retard - Primes d'avances	20
4-4 Infractions aux prescriptions de chantier	21
4-5 Pénalités de non-respect des dispositions de la Charte Chantier Vert	21
4-6 Pénalités pour inobservation d'une obligation relative à la sécurité et la protection de la santé	22
4-7 Pénalités diverses	22
Article 5 - Clauses de financement et de sûreté	23
5-1 Sûreté	23
5-2 Avance	24
Article 6 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux	25
6-1 Provenance des matériaux et des produits	25
6-2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	25
6-3 Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits	25
6-4 Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage	26
Article 7 – Implantation des ouvrages	26
7-1 Piquetage général	26
7-2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	26
Article 8 – Préparation, coordination et exécution des travaux	27
8-1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	27
8-2 Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail	27
8-3 Mesures d'ordre social	28
8-4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers	28

8-5 Garde du chantier	30
8-6 Echancier de paiement	30
Article 9 – Contrôle et réception des travaux	30
9-3 Réception	30
9-3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage	31
9-4 Délais de garantie	31
9-5 Garanties particulières	31
9-6 Assurances	31
9-7 Résiliation	33
9-8 Obligations du titulaire	34
9-9– Confidentialité et protection des données personnelles	34
Article 10 – Règlement des différends et des litiges	35
Article 11 – Dérogations aux documents généraux.....	35

Article 1 - Objet du marché - Dispositions générales - Intervenants

1-1 Objet du marché - Emplacement des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations définies ci-après :

Travaux de rénovation de la résidence universitaire SAINT HELIER à RENNES – Lot 8 AGENCEMENT

Adresse : 20 rue Saint-Hélier à Rennes

Les prestations, objet du présent CCAP, relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du travail (loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CTP).

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché (article 3.4.1 du CCAG Travaux).

Dans le cas de groupement d'entreprises conjoint, le mandataire du groupement est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Une procédure de référé préventif a été engagée par le Crous Bretagne. Dans le cadre de ce référé, seul le titulaire du macro-lot 1 et ses cotraitants et sous-traitants seront mis dans la cause. Les constats établis tout au long du chantier par l'expert du référé seront opposables à l'entreprise du macro-lot n°1.

1-2 Certification – Labellisation

Sans objet.

1-3 Décomposition du marché

La présente consultation ne concerne que le lot 8 AGENCEMENT.

N° du lot	Contenu
1	MACROLOT (DEMOLITION - DESAMANTAGE - CLOS COUVERT) <ul style="list-style-type: none">• 01A – DEMOLITION - DESAMANTAGE• 01B – GROS-OEUVRE• 01C – RAVALEMENT• 01D – CHARPENTE BOIS - BARDAGE BOIS• 01E – COUVERTURE ZINC• 01F – ETANCHEITE• 01G – MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM• 01H – SERRURERIE – METALLERIE
2	MENUISERIES INTERIEURES
3	CLOISONS SECHES – ISOLATION
4	REKETEMENTS DE SOLS
5	PEINTURE
6	CHAUFFAGE - VENTILATION - PLOMBERIE SANITAIRES
7	ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES
8	AGENCEMENT
9	MOBILIER – Désignation ultérieure - Hors consultation
10	AMENAGEMENTS EXTERIEURS

**Les lots 1 à 7 et 10 ont déjà fait l'objet d'une consultation et sont attribués.
Le lot 9 fera l'objet d'une attribution ultérieure. La liste des lots est laissée à titre d'information.**

1-4 Modalités de reconduction

Le marché est un marché ordinaire non reconductible.

1-5 Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre

1.5.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Direction du développement et de l'immobilier du Crous Bretagne.

1.5.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

NICOLAS + LE HEN ARCHITECTES - Architecte Mandataire
10, avenue Henri Fréville – 35200 RENNES

Agence Groupe LOISIER – Architecte Co-traitant
42 Pl. Gambetta, 33000 Bordeaux

Economiste de la construction
ECO2L
10 bis, avenue Henri Fréville 35200 RENNES

Bureau d'Etudes Fluides et Acoustique
SOLAB
103a, avenue Henri Fréville 35200 RENNES

Paysagiste UNIVERS
2 bis, rue Lavoisier 35700 RENNES

Etude de structure STRUCTURE B
5, rue René Dumont 35700 RENNES

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base sans études d'exécution.

Le contenu de chaque élément de mission est précisé par l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Le maître d'œuvre tiendra un registre chantier conformément aux dispositions de l'article 28.5 du CCAG Travaux.

1-6 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre II de la loi du 4 Janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique sera effectué par : **SOCOTEC**

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

1-7 Coordination Sécurité - Protection de la santé

Une coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission de catégorie 1 est confiée, tant en phase de conception qu'en phase de réalisation, à **Bureau VERITAS**

Le détail de cette mission est défini à l'article 8.4 du présent CCAP.

1-8 Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)

La mission d'ordonnancement, le pilotage et la coordination est assuré par **EKIUM**.

1-9 Autres intervenants

Les entreprises doivent prendre en compte l'intervention et la coordination avec tout concessionnaire ou prestataire extérieur intervenant à la demande de la maîtrise d'ouvrage.

1-10 Ordre de service

Dans le cadre de sa mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET), le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur. Les ordres de services doivent être écrits, signés, datés, numérotés et adressés à l'entrepreneur dans un délai de 4 (quatre) jours dans les conditions précisées à l'article 2 du CCAG-Travaux. Les ordres de services émis par le maître d'œuvre seront remis en copie au maître d'ouvrage.

Toutefois, un certain nombre d'ordre de service seront émis par la maîtrise d'ouvrage à savoir les ordres de service ayant pour effet de :

- notifier le démarrage des travaux
- notifier le calendrier détaillé d'exécution
- modifier les délais d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date de début d'exécution des travaux est postérieure de plus de quatre mois à celle de la notification du marché. Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra demander la résiliation de son marché pour ce motif.

1-10 Clauses sociales et environnementales

1.10.1 Clause sociale

Sans objet.

1.10.2 Clause environnementale

Le suivi du respect de la charte « Chantier Vert » est confié à la maîtrise d'œuvre.

Le Titulaire de chacun des lots doit respecter l'ensemble des dispositions de la charte « Chantier Vert ».

Article 2 - Pièces constitutives du marché

2-1 Hiérarchie des pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement dans sa version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant (hors DPGF)
- Le document établi dans le cadre de la mise au point et ses annexes, les comptes-rendus de négociations, les questions-réponses formulées dans le cadre de la procédure de mise en concurrence et les engagements unilatéraux du Titulaire
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Les études et l'ensemble des diagnostics annexes
- L'Arrêté de PC
- Le RICT
- Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures ;
- Le règlement de chantier
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles notamment le Cahier des Clauses Techniques Communes
- Les plans détaillés Architectes
- Les plans généraux Architectes
- Les plans détaillés BET structure et fluides
- Les plans généraux BET structure et fluides
- La notice acoustique
- Le Planning enveloppe DCE
- Le PIC principe
- Les plans géomètre et réseaux
- La Charte chantier Vert
- La DPGF (hors quantité)
- Les ordres de services
- Le mémoire technique du titulaire dont les clauses ne sont opposables qu'au titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 3.5 ci-après.

Les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

Concernant les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire, il est rappelé que :

- Les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toute sorte pouvant apparaître dans la décomposition ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification du prix porté dans l'acte d'engagement.
- Le cadre de décomposition forfaitaire du prix aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'oeuvre de l'opération pour les seuls prix d'unités qui serviront au règlement des éventuels travaux en supplément ou en déduction des forfaits.

Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du contrat :

- Les plannings détaillés d'exécution des travaux, validés par ordre de service notifié par le Maître d'ouvrage et devenus opposables. Il est convenu entre les Parties que ces documents sont contractualisés et opposables à compter de la notification de l'ordre de service de validation du

Maître d'ouvrage, sans que la conclusion d'un avenant ne soit nécessaire.

- Les modifications éventuelles en cours d'exécution (« Avenant »). Les modifications proposées par le Titulaire ne peuvent modifier les engagements contractuels, notamment ceux de la performance énergétique posés par le Maître d'ouvrage ou ceux pris par le Titulaire. Les dispositions suivantes sont alors appliquées pour le règlement des comptes, si les dimensions ou les caractéristiques des ouvrages, sont supérieures à celles prévu au contrat, le calcul de la rémunération du Titulaire reste basé sur le marché signé (résultant des dernières modifications) sans supplément de prix.

2-2 Clause de réexamen

Conformément à l'article L 2194-1 du code de la commande publique, le Crous Bretagne se réserve le droit d'apporter les modifications suivantes aux marchés en cours d'exécution :

- Modification du cahier des clauses techniques particulières due à un changement de norme ou de réglementation technique.
- Dans le cadre du dispositif relatif aux avances introduit par le Décret n° 2020-1261 du 15 octobre 2020, le maître d'ouvrage étudiera au cas par cas les demandes d'avance au-delà de 10% faites par le titulaire. Cette analyse pourra aboutir à une acceptation, une adaptation ou à un refus.
- Modification rendue nécessaire pour pallier toute difficulté d'exécution étant la conséquence directe de toute situation d'urgence et notamment sanitaire.
- Modification rendue nécessaire pour pallier toute difficulté d'exécution étant la conséquence directe de tensions d'approvisionnements.

En cas de survenance de l'un de ces événements, la modification du marché sera matérialisée par la conclusion d'un avenant entre le Crous Bretagne et le titulaire du marché.

2-3 Exécution complémentaire

Par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-TR, aucune indemnisation ne sera versée en cas de diminution du marché, quel que soit le montant.

Les articles 13 et 14 du CCAG-TR ne seront pas appliqués.

Le Crous Bretagne pourra conclure un marché de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du marché initial. La durée pendant laquelle le ou les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser cinq ans à compter de la notification du marché initial (situation décrite à l'article R 2122-7 du code de la commande publique).

Article 3 - Prix - Règlement des comptes

3-1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement soit :

- au titulaire de ce lot et à ses sous-traitants déclarés à la notification ;
- au mandataire titulaire de ce lot, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3-2 Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet

3-3 Répartition des dépenses communes de chantier

3.3.1 Dépenses communes

Les dépenses définies ci-après sont portées au débit du compte spécial dit "compte prorata" établi, géré et réglé par le titulaire du macro-lot n°1 :

Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène – cf PGC
Consommations d'eau et d'électricité
Frais de gardiennage sur décision maîtrise d'oeuvre ou OPC
Branchements provisoires d'égouts
Voies d'accès provisoires eau et électricité
Frais de gestion des bennes
Chauffage de chantier à la demande du MOE ou de l'OPC
Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">- L'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert- Les défauts de nettoyage, les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé,- La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Le titulaire du macro-lot n°1 procède au règlement des dépenses portées au compte prorata, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque titulaire.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Les branchements d'eau ou d'électricité sur les réseaux des immeubles existants ne sont pas autorisés sauf autorisation expresse du Maître d'ouvrage.

Les branchements d'eau ou d'électricité pourront être réalisés soit directement sur les réseaux publics, soit en dérivation des réseaux des immeubles existants, à condition d'installer :

- Des compteurs pour comptabiliser les dépenses d'eau et d'électricité imputables au chantier,
- Les protections réglementaires d'usage (robinet d'arrêt, disjoncteur, etc. ...).

Les dépenses définies ci-après sont à la charge des lots suivants :

Dépenses	Lots
Eclairage et signalisation	Electricité
Réseau provisoire intérieur d'eau potable	Plomberie
Réseau provisoire intérieur d'électricité	Electricité
Enlèvement des déblais	A chaque lot
Nettoyage du chantier	A chaque lot
Clôtures et panneau réglementaire de chantier	Macro-lot
Installations communes d'hygiènes (sanitaires, vestiaires...)	Macro-lot
Charges temporaires de voirie et police	Macro-lot
Mise en place et entretien d'une recette à matériaux extérieure	Macro-lot

3.3.2 Dépenses diverses

Le Titulaire du macro-lot n°1 réalisera l'ensemble des démarches administratives nécessaires.

3-4 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes

3.4.1 Contenu des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix global et forfaitaire est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et dépenses résultant de l'exécution des travaux dans les règles de l'art, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Il tient compte, de façon générale, de toutes les dépenses et de toutes les sujétions d'exécution nécessaire à la réalisation des études, ainsi que des travaux visées à l'article 10.3.1 du CCAG Travaux et notamment de celles qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux ainsi que, de façon particulière, de toutes les sujétions, aléas et prestations diverses laissées à la charge du Titulaire aux termes du présent CCAP, des CCTP, et des autres pièces particulières du marché.

Le prix global et forfaitaire prend en compte et de manière non limitative :

- Les travaux TCE, y compris VRD, espaces verts, clôtures ;
- Les travaux de voirie et raccordement aux réseaux normalement prévisibles ;
- Les frais d'affichage des panneaux de chantier ;
- Le coût de remise en état des Ouvrages si ces derniers étaient dégradés avant la Réception par les différents intervenants mandatés par le Titulaire ;
- Le coût des garanties à mettre en place par le Titulaire dans le cadre des contrats de sous-traitance ;
- Toutes les charges et conséquences financières résultant des exigences réglementaires des services publics pour l'exécution du Marché connues à la date de remise de l'offre finale ;
- Tous frais relatifs aux dispositions spéciales applicables aux opérations de construction dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité du travail, notamment en application de la loi n° 76-1106 du 6 décembre 1976 et des textes subséquents relatifs au développement de la prévention des accidents du travail ;
- Toutes autres charges et coûts entraînés par les prescriptions normalement prévisibles des autorisations administratives notamment celle du permis de construire ;
- Les frais, dépenses, dédommagements et indemnités divers de tous contentieux, tels référés préventifs, avec tous tiers, nés des Travaux qui auraient pour origine une faute ou un manquement du Titulaire et, ou de ses intervenants dans l'exécution de sa mission aux termes du Marché ;
- Les droits de voirie, frais de branchement et plus généralement tous les frais de consommation au titre de l'alimentation du chantier en eau et énergie, téléphone, etc., au cours des Travaux ;
- Tous les frais liés aux installations de chantier et les consommations de fluides et d'énergie en résultant ;
- Tous frais résultant des précautions à prendre relatives à la prévention des accidents, à l'occupation des terrains, aux accès des propriétés riveraines, à la voie publique, à l'éclairage panneau-enseigne, à la garde du chantier, à sa clôture (y compris droits de voirie) ;
- Tous frais d'assurance matériel, dommage aux tiers (assurances responsabilité civile professionnelle et décennale) ;
- Tous les frais de remise en état divers de la Zone dédiée au chantier ou les dégâts occasionnés par les travaux de construction de l'Ouvrage hors de la zone chantier ;
- Tous frais accessoires dont notamment les essais, épreuves et contrôles ainsi que la production des documents, notices, plans des documents à fournir lors de la livraison ;
- Toutes les consommations générées par la réalisation des travaux en ce compris les frais de chauffage ou de séchage ;
- Tous frais et travaux résultant de l'application des contrôles AQC ou équivalent ;
- Tous frais d'essais et d'analyses jugés utiles par le Titulaire, y compris tous les échantillons nécessaires à ces essais et analyses ;
- Le coût des Travaux de levée des Réserves ;
- Le coût des Travaux décrits pour à la mise en conformité avec le permis de construire, à l'exception de ceux qui résulteraient d'initiatives du Maître d'ouvrage ;

- Le coût nécessaire à l'obtention des avis favorables des commissions, notamment accessibilité et sécurité incendie ;
- Les éventuels frais de dépollution ;
- Toutes les contraintes géotechniques et structurelles et les travaux d'adaptation telles que repérée dans les rapports joints au Marché ;
- Le nettoyage du chantier de sorte que les bâtiments puissent être livrés par le Titulaire sans devoir procéder à une intervention particulière sur ce point ;
- Les frais de géomètre pour l'implantation des Ouvrages et la vérification des surfaces des Ouvrages, après des sondages (hors ceux déjà réalisés préalablement à la notification du marché), des états géotechniques, de toutes les études, notamment celles nécessaires à l'obtention de toutes autorisations administratives modificatives éventuelles permettant la réalisation totale des Ouvrages ;
- Les éventuels frais de garde du chantier jusqu'à la livraison ;
- Frais de mise en œuvre des consignes du SPS, du CT ;
- et tous les frais relatifs à la bonne exécution des travaux (compris frais d'ATEX)

Le prix du marché est établi en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels.

Le Titulaire est tenu, moyennant le prix forfaitaire fixé à son offre, de mener toutes les études et travaux objets de la commande jusqu'à l'achèvement, avec la qualité, les performances et le rendu architectural retenus, y compris les prestations non décrites mais nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage et à sa parfaite utilisation, compte tenu des dispositions demandées par les diverses lois, arrêtés, normes et décrets en vigueur et à venir.

Par le fait même d'avoir signé toutes les pièces contractuelles, le Titulaire s'est engagé à accepter l'ensemble des dispositions prévues, à exécuter des travaux d'après ces dispositions et à en assurer l'entière responsabilité.

Par ailleurs, la défaillance éventuelle du Titulaire, de l'un de ses membres ou des sous-traitants n'est pas de nature à ouvrir droit à une quelconque réclamation ou augmentation de prix.

Les prix comprennent également les éventuelles incidences financières dues au strict respect des instructions figurant dans le Plan Général de Coordination (PGC) et ses modifications ultérieures ainsi que des décisions prises en matière de sécurité santé par le Coordonnateur.

Un supplément de prix ne sera admis que dans l'hypothèse de la réalisation de travaux complémentaires au programme prévu ayant fait l'objet d'un ordre de service chiffré délivré par le Maître d'ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre.

Caractère forfaitaire du marché au regard des ouvrages à réaliser

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement s'entend de la réalisation des travaux sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages rattachés aux travaux par les documents de la consultation et ce dans les conditions suivantes :

- Sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de la consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces.
- En tout état de cause, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune contradiction ou défaut d'information pour prétendre à un complément de rémunération ou à une prolongation de délai.
- Le Titulaire est tenu de vérifier la justesse de sa décomposition quantitative figurant dans son offre.
- Aucune réclamation du Titulaire ne peut être prise en compte après la signature du marché.

Pour la bonne réalisation des prestations, le Titulaire est réputé :

- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des travaux et s'être parfaitement et totalement rendu compte de la nature des études et travaux à effectuer, leur quantité, leurs qualités, leurs dimensions et emplacements ;
- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux et pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives au lieu des travaux, aux accès, aux abords, aux

contraintes d'intervention en milieu occupé, aux constructions voisines et tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

- Avoir pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que ses conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- Avoir apprécié toutes difficultés inhérentes au site et à son accès, aux moyens de communication, aux ressources en main d'oeuvre, etc.
- Avoir contrôlé les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, y compris ceux dont les prescriptions ne le concernent pas directement ;
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents ;
- Avoir tenu compte de l'ensemble des sujétions impliquées par l'intervention d'autres corps d'état (le cas échéant) ;
- Avoir tenu compte des dépenses communes de chantier (le cas échéant) ;
- Avoir tenu compte des difficultés d'accès, des avoisinants et des contraintes environnementales et sociales.

De ce fait, aucune contestation ne peut être admise après la remise de l'offre, y compris toute contestation qui concernerait une prestation d'un autre lot ayant une incidence sur les travaux de l'Entrepreneur, sous prétexte d'une mauvaise appréciation des conditions d'exécution.

3.4.2 Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire présenté sous la forme d'un devis évaluatif (art 9.3.2 du CCAG Travaux).

3.4.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

3.4.4 Règlement des comptes - Paiements

Les projets de décompte mensuels sont établis par le titulaire selon le détail figurant au devis et en état cumulatif depuis le début des travaux. Le titulaire joint aux projets de décomptes mensuels, le cas échéant, les documents listés à l'article 12.1.7 du CCAG Travaux.

Le décompte général sera établi conformément aux dispositions de l'article 12.4.1 du CCAG Travaux.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.2, le titulaire notifie au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, une mise en demeure d'y procéder.

L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le maître d'ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter un mémoire en réclamation.

3.4.5 Modalités d'envoi des demandes de paiement

La transmission des demandes de paiement se fera sous forme électronique, conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique pris en application de l'article 193 de la PACTE du 22 mai 2019 et inséré dans le Code de la commande publique.

Depuis du 1^{er} janvier 2020, toutes les entreprises (GE, PME, TPE) sont tenues de transmettre leurs factures sous forme électronique.

Le décret précise notamment les mentions que doivent obligatoirement comporter les factures électroniques.

La transmission des factures électroniques est effectuée sur le portail de facturation <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

- SIRET du CROUS Bretagne : 183 500 032 000 10
- Code service : 1016

A noter que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Dans tous les cas, les demandes de paiement ne pourront être adressées par mail, par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG Travaux.

3-5 Variation des prix

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités suivantes :

Mois d'établissement des prix du marché : Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du "mois zéro" (m0) de remise des offres finales (ou initiales en l'absence de négociation).

Choix de l'indice de référence :

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot	Objet	Index
8	- AGENCEMENT	BT 18a - Menuiserie intérieure en bois

Modalités de révision des prix :

Le coefficient de révision Cn est donné par la formule :

$$Cn = 0,15 + 0,85 \times (In / Io)$$

avec :

Io = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

In = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application de l'article R2191-28 du code de la commande publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure. Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle inter- vient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Les calculs intermédiaires sont effectués avec au minimum 4 (quatre) décimales et le coefficient C applicable arrondi, le cas échéant au millième supérieur.

3-6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.6.1 Obligations à la charge du titulaire

Avant toute intervention sur le chantier, le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

Le titulaire veillera à déclarer le sous-traitant au minimum 3 semaines avant son intervention afin que celui-ci réalise sa visite d'inspection commune avec le CSPS.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Articles 50.3 e) et 52 du CCAG).

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement entraînent automatiquement le paiement direct du sous-traitant par le maître de l'ouvrage dès lors que les prestations sous-traitées sont égales ou supérieures à 600 € TTC.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

- a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant ;
- b) que le dit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le Coordonnateur Sécurité dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire demeure responsable en termes de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.P.S.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 8.4.5 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

3.6.2 Modalités d'agrément

a) Le titulaire remet contre récépissé au maître d'ouvrage ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un projet d'acte spécial contenant les renseignements mentionnés à l'article R 2193-3 du code de la commande publique : nature des prestations sous-traitées, identification du sous-traitant, montant maximum des sommes à verser au sous-traitant, conditions de paiement. Il indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement, les références du compte à créditer.

b) Le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de soumissionner prévus aux articles L 2141-1 et suivants du code de la commande publique,
- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

c) Le sous-traitant doit fournir :

- son chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- ses moyens humains et en matériel justifiant de son autonomie vis-à-vis du titulaire ;
- une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour le plus importants,
- le cas échéant, ses certificats de qualifications professionnelles ;
- ses attestations d'assurances RC et Décennale en cours de validité ;
- un R.I.B ;
- un devis détaillé de la part des travaux sous-traités (fourniture et pose, quantités et prix unitaires) dont la décomposition devra être en correspondance avec celle sous-traitée conformément à l'article 3.6.1.2 du CCAG. Ce devis devra être signé et tamponné par le sous-traitant et l'entreprise titulaire ;
- l'attestation URSSAF de vigilance datant de moins de 6 mois ;

- la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail
- un extrait K, Kbis ou D1 + copie jugement redressement judiciaire le cas échéant.

Le titulaire devra, lors de la demande d'acceptation de son sous-traitant, établir que la cession ou le nantissement de créance ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant :

- soit en retournant son exemplaire unique transmis lors de la notification du marché ;
- soit en adressant une attestation de son établissement bancaire autorisant la sous-traitance dans un marché nanti.

Sur demande du représentant du maître d'ouvrage, le titulaire du marché devra communiquer la copie du contrat, et avenants éventuels, qu'il aura signé avec son sous-traitant conformément à l'article 3 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à l'article 3.6.1.5 du CCAG.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par le maître d'ouvrage et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

Dès réception de la notification de l'acte spécial, le titulaire du marché fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

DESIGNATION D'UN SOUS-TRAITANT INDIRECT ou dit de « SECOND RANG »

C'est le sous-traitant du titulaire du marché, dénommé "entrepreneur principal du sous-traitant indirect", qui sous-traite une partie de sa prestation.

Le sous-traitant de premier rang ne peut, cependant, confier à son propre sous-traitant la totalité du marché dont il a la charge.

La désignation d'un sous-traitant indirect est soumise aux mêmes conditions qu'un sous-traitant direct énumérées ci-dessus.

Les éléments communiqués et signés par le titulaire dans le cas d'une sous-traitance directe seront, dans ce cas, communiqués et signés par "l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect".

3.6.3 Obligations à charge du sous-traitant

Dans le cas d'emploi de main d'œuvre étrangère, le sous-traitant devra s'assurer que son personnel puisse maîtriser « des mots de base » de la langue française notamment en cas d'appel des services de secours et pouvoir également se conformer à la signalétique de sécurité.

L'encadrement devra pouvoir soutenir une conversation courante en langue française.

Les sous-traitants, comme les titulaires, sont tenus de faire porter par leur personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification de l'entreprise (ex : un badge, une blouse avec logo etc...).

Au préalable de toute intervention, il devra avoir réalisé avec le CSPS sa visite d'inspection commune et diffusé son PPSPS. Son intervention devra être prévue dans le calendrier de l'OPC.

3.6.4 Modalités de paiement direct

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, ses membres étant payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun. La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le représentant du maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés et de paiement direct à un sous-traitant, ce dernier libelle ses demandes de paiement au nom du représentant du maître d'ouvrage.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'ouvrage ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage ou à la personne désignée dans le marché par le maître d'ouvrage, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'ouvrage ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire. Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au septième alinéa.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Dans le cas d'un sous-traitant indirect, ce dernier adresse sa demande de règlement au sous-traitant direct. Pour règlement du sous-traitant indirect, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de la loi de 75-1334 du 31/12/1975, selon le type de garantie de paiement retenu (Caution personnelle ou délégation de paiement).

3-7 Délais de paiement

Le délai de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires, dimanches et jours fériés compris.

3.7.1 Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par les services du maître d'ouvrage.

Toutefois :

- le point de départ du délai de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement ;
- pour les marchés de travaux, le point de départ du délai de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître de l'ouvrage ;

La date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services du maître d'ouvrage. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date.

Lorsque la demande de paiement est transmise sous forme électronique, la date de réception de la demande par le maître d'ouvrage correspond à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur la solution mutualisée.

3.7.2 En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à partir de la réception par la personne indiquée au marché des justificatifs éventuellement prévus au marché pour le versement de cette avance.

3.7.3 Le délai maximum de paiement d'une indemnité de résiliation est le délai maximum de paiement prévu au marché soit 30 jours. Il commence à courir à partir du moment où, la décision de résiliation étant notifiée, le montant de l'indemnisation est arrêté.

3-8 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de recouvrement au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes et au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises diminué de la retenue de garantie et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Article 4 - Délai d'exécution - Pénalités et primes

4-1 Délai d'exécution des travaux

4.1.1 Délai d'exécution

Par dérogation à l'article 18 du CCAG Travaux, le délai de démarrage de la phase de préparation de chantier part à compter de la notification du marché.

Conformément à l'article 18 du CCAG Travaux, le délai de démarrage de l'exécution des travaux part à compter de l'ordre de service qui précise la date de démarrage des travaux.

Le délai global d'exécution du marché est de 17 mois à compter de la notification du marché. Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble.

La durée de la période de préparation est fixée à 2 mois conformément à l'article 28 du CCAG Travaux. Conformément à l'article 44.1 du CCAG Travaux, la durée de la GPA est de 12 mois à compter de la date de réception des travaux.

L'entrepreneur est tenu, pendant le cours du délai d'exécution, de maintenir sur le chantier les personnels, matériels et approvisionnements suffisants pour le respect des délais globaux et partiels qui lui sont impartis.

Dans ce délai global, sont compris :

- la ou les périodes de préparation,
- les études d'exécution et de synthèse,
- les essais, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux, les OPR ainsi que le délai pour la levée des réserves,
- le nombre de jours d'intempérie prévu au marché.

En outre, il est signalé qu'il n'y aura pas d'interruption des travaux en juillet et août.

Il est loisible au titulaire, dans son offre (mémoire technique) de proposer un délai inférieur à celui susmentionné, lequel devient alors contractuel, de convention expresse entre les parties, par substitution au délai maximum mentionné ci-dessus.

Ce délai est contractuel après notification du marché ; il conditionne la bonne exécution du marché. Passé ce délai, le titulaire du marché encourt des pénalités de retard, sans mise en demeure.

A l'issue de la période de préparation, le planning d'exécution mis en place pour le chantier et signé de l'ensemble des titulaires devient contractuel et se substitue de plein droit aux délais prévus à la consultation. Ce planning pourra être mis à jour par le Maître d'oeuvre et/ou Maître d'ouvrage et notifié aux Titulaires. Il deviendra contractuel et se substituera au planning précédent.

En cas de non-respect des échéances intermédiaires de chantier, le responsable des retards subira des pénalités provisoires qui pourront, le cas échéant devenir définitive en cas de non-régularisation des délais.

Les plannings détaillés d'exécution des travaux seront validés par le maître d'œuvre et notifiés par le maître d'ouvrage par ordre de service.

Il est convenu entre les Parties que ces documents sont contractualisés et opposables à compter de la notification de l'ordre de service sans que la conclusion d'un avenant ne soit nécessaire.

4.1.2 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution, qui doit servir de cadre à l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution des études et des travaux pendant la période de préparation, comporte aussi bien l'indication du délai global que des délais partiels par corps d'état.

En tout état de cause, les travaux ne devront démarrer qu'après vérification par le Maître d'ouvrage, l'OPC, le maître d'œuvre et le CSPS que les prestations à réaliser durant la période de préparation ont bien été effectuées.

4.1.3 Calendrier détaillé d'exécution

A l'issue de la période de préparation, un planning détaillé (incluant les ressources humaines déployées pour chaque phase) sera établi par le Titulaire, puis validé par le Maître d'ouvrage. Le calendrier proposé par le Titulaire est réalisé sur un logiciel de planification afin de mettre en évidence le ou les chemins critiques du projet. Il est fourni au Maître d'Ouvrage au format natif et au format PDF.

Le calendrier détaillé d'exécution global et détaillé par lot réalisé par l'OPC en synthèse sera notifié au titulaire par le maître d'ouvrage et est rendu ainsi contractuel. Il se substitue alors au planning prévisionnel.

Tout au long de la réalisation des travaux, le planning détaillé d'exécution pourra être révisé par le Maître d'ouvrage, puis notifié au Titulaire par ordre de service ou en compte-rendu de réunions de chantier rendant celui-ci contractuel.

Dans l'attente de la notification du planning d'exécution détaillé, le planning prévisionnel reste contractuel au regard notamment de la détermination des retards.

4-2 Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Sous peine de forclusion et de ne pas pouvoir bénéficier des stipulations de l'article 18.2 du CCAG Travaux, le Titulaire est tenu de signaler au Maître d'ouvrage, par lettre recommandée, dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement, qui ne lui est pas imputable, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au Maître d'ouvrage de juger du bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation doivent être fournies concomitamment.

En vue de l'application de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, il est précisé que le délai d'exécution des travaux sera prolongé du nombre de journées d'intempéries constatées, justifiées et acceptées par ordre de service.

Les prolongations de délai, notamment pour intempéries, n'ouvrent pas droit à indemnisation du Titulaire.

Pour le marché, il est fixé 5 jours d'intempéries.

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Intempéries au sens du présent CCAP :

Par ailleurs, pourront donner lieu à une prolongation du délai d'exécution pendant un nombre de jours ouvrables égal au nombre de jours ouvrables constatés en intempéries, déduction faite du nombre de jour d'intempéries normalement prévisibles fixé ci-après, les phénomènes météorologiques qui dépassent les limites suivantes :

Phénomène	Intensités limites
Pluie	10 mm en une journée
Vent	72 km/h de moyenne pendant une ½ journée
Neige	5 cm en une journée
Gel	- 5 °C pendant 24 heures consécutives
Canicule	+ 35 °C pendant 48 heures consécutives

Ces intempéries ne pourront toutefois être prises en compte que si les équipes du titulaire étaient en mesure de travailler par ailleurs et si le titulaire transmet au Maître d'ouvrage, dans les 15 jours suivant l'évènement, un tableau indiquant le ou les jours concernés, le nombre d'heures dans la journée, les conditions climatiques à l'origine de l'intempérie, ainsi que la justification technique prouvant l'intempérie.

La station météorologique de référence en cas de litige est la station Météo France géographiquement la plus proche du lieu d'exécution des travaux.

4-3 Pénalités pour retard - Primes d'avances

4.3.1 Pénalités de retard

Pour les entreprises non groupées, tout retard constaté sur un délai global donne lieu à l'application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité fixée comme suit, par jour de retard, dimanches et jours fériés compris, sur le montant H.T. "base marché" des travaux (dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux) : **300 € par jour calendaire de retard.**

Les pénalités de retard ne sont pas assujetties à TVA.

En cas de cessation d'activité d'une entreprise :

La pénalité journalière fixée ci-dessus sur le montant des travaux lui sera appliquée pour tout retard constaté dans l'avancement de ses ouvrages sur les délais fixés par le calendrier d'exécution des travaux, conformément aux stipulations de l'article 19.2 du CCAG.

En cas de retard sur un délai partiel prévu au marché et si le délai global est respecté, les pénalités provisoires appliquées sont remboursées à la condition que le retard partiel n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné ; le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché (dérogation à l'article 19.2 du CCAG TR).

4.3.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations, et après mise en demeure par ordre de service, restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître d'ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci-avant.

4.3.3 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'oeuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG Travaux.

Le titulaire remet au maître d'oeuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en oeuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements - les constats d'évacuation des déchets,

Par dérogation à l'article 40 du CCAG travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'oeuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'oeuvre.

Le DOE, dûment validé par le maître d'oeuvre en version numérique d'une part (pour les pièces écrites sous format PDF et pour les plans sous format PDF et DWG) et en version papier (2 exemplaires) d'autre part est à remettre le jour de la réception sous peine d'application d'une retenue sur paiement.

Le cas échéant, un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Après réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire conformément à l'article 40 du CCAG TR, une retenue égale à 350 € par jour calendaire, dimanches et jours fériés compris, sera prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue sera remboursée dès que les documents manquants seront fournis.

4.3.4 Primes d'avances

Il n'est alloué aucune prime pour les cas d'achèvement des prestations avant l'expiration du délai imparti. Le maître d'ouvrage peut toutefois décider que l'avance prise sur un délai partiel compense en tout ou partie le retard pris sur un autre délai partiel.

4.3.2 Absences aux réunions

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, aux réunions spécifiques OPR, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le maître d'ouvrage, une pénalité de 100 € sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué sauf excuses justifiées ou par un cas de force majeure.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

4-4 Infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 4-3-1 et 4-3-2 et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre, le CSPS, le maître d'ouvrage ou le coordinateur chantier des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles sont dues par jour calendaire de retard.

Elles seront déduites des situations mensuelles et s'entendent en jours calendaires.

Infractions aux prescriptions de chantier	Montant des pénalités
Retard dans remise/diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux	200 € par jour de retard
Retard dans la production de justificatifs/prévision de prix pour ouvrages non prévus	200 € par jour de retard
Retard dans la présentation des prototypes, éléments de construction, échantillons	200 € par jour de retard

4-5 Pénalités de non-respect des dispositions de la Charte Chantier Vert

Les pénalités de la charte Chantier Vert sont :

Infractions	Montant des pénalités
. Abattage d'arbres sans autorisation	3 000 € par arbre
. Non-respect des consignes de sécurité au vu des risques professionnels et d'accident de travail . Dépôt sauvage, enfouissement ou feu avec les déchets . Pollution du site du fait de l'entreprise : rejet de produits polluants, stockage non conforme, Détérioration de site protégé ou de vestiges archéologiques . Atteinte portée à des espèces protégées . Dégradation ou absence de protection des arbres ou arbustes à conserver dans le projet . Non-respect des préconisations de l'écologue liées à une obligation réglementaire ou à une certification/label . Présence de déchets dans une benne non appropriée	1 000 € par infraction constatée
. Non-respect du PIC : plan de circulation, entrée/sortie, clôture de chantier,	600 € par infraction

<ul style="list-style-type: none"> signalétique, stockage de matériaux, Non-respect du niveau sonore maximal par plages horaires . Non-respect des prescriptions liées à la propreté du chantier (nettoyage, évacuation des déchets) . Non respect des prescriptions « déchets » décrites dans la rubrique « L'optimisation de la gestion des déchets de chantier » de ce document. . Absence de kit anti-pollution sur site . Perturbation de la circulation et du stationnement aux abords du chantier, sans information préalable . Non-réparation des abords de chantier endommagés 	constatée
<ul style="list-style-type: none"> . Non-respect de toute autre disposition de la Charte <ul style="list-style-type: none"> - Défaut de maintien ou d'entretien de la clôture de chantier - Suppression de l'accès aux riverains, sans accord préalable - Non-maintien des conditions d'utilisation du site en cas de travaux en site occupé - Absence de « Boîte à réclamations & suggestions » - Utilisation de produits étiquetés N (dangereux pour l'environnement) - Utilisation de groupes électrogènes, sans autorisation - Absence de sous-comptages pour l'eau et l'électricité - Toute autre prescription de la Charte non respectée 	500 € par infraction constatée
. Non-remise en état du site et de ses abords lors de la réception des travaux : nettoyage des abords du chantier (surtout sur le domaine public), évacuation du matériel, des matériaux & des déchets liés au chantier, réhabilitation des espaces publics en cas de détérioration, ...	500 € par jour calendaire après la date du PV de réception
<ul style="list-style-type: none"> . Non-remise ou retard dans la transmission des données relatives au respect des prescriptions de la Charte Chantier vert (appliqué à partir du 3^e jour suite à la date de réunion de chantier spécifique « Chantier vert ») . Non-remise ou retard dans la transmission du DOE intégrant le bilan « Chantier vert » (appliqué à partir du 8^e jour suite à la date de réception des travaux) 	150 € par jour calendaires après la date prévue
. Modification ou suppression d'un repère topographique	400 € par infraction constatée

4-6 Pénalités pour inobservation d'une obligation relative à la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 8.4 du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 150 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG TR.

4-7 Pénalités diverses

Objet	Montant
Période de préparation : non-respect des obligations prévues	200 € par jour calendaire de retard
Documents à fournir pendant l'exécution	200 € par jour calendaire de retard
Documents à fournir après l'exécution	500 € par jour calendaire de retard

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	<p>Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.</p> <p>A la fin des travaux, dans le délai de 5 jours, compté de la date de la notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.</p> <p>En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice d'une pénalité de 500 € par jour de retard.</p>
Levée des réserves	<p>En cas de non-respect du délai fixé aux opérations préalables à la réception pour lever les réserves, il pourra être appliqué des pénalités fixes de 200 € par jour calendaire.</p>

Article 5 - Clauses de financement et de sûreté

5-1 Sûreté

Chaque paiement, autre qu'une avance, fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 % du montant initial du marché, augmenté le cas échéant, de montant des avenants.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

Le délai de garantie est le délai pendant lequel le maître d'ouvrage peut formuler des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande. Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au titulaire ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, celui-ci est tenu de constituer une garantie à première demande selon les modalités fixées aux articles L 2191-7 et R 2191-32 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de la garantie à 1^{ère} demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

L'objet de la garantie à 1^{ère} demande est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

La garantie à 1^{ère} demande est établie selon un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'organisme apportant sa garantie est choisi parmi les tiers agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution mentionnée à l'article L.612-1 du code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il est choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine l' maître d'ouvrage peut refuser l'organisme qui doit apporter sa garantie.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, y compris ses modifications en cours d'exécution.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie.

En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires sont versés selon les modalités définies à l'article 3.8 ci-avant.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

La garantie à 1^{ère} demande peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

5-2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Cette avance est calculée sur la base du montant du marché public diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché ou de la tranche affermie si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Il est fait application de l'article B10 du CCAG travaux.

Le montant de l'avance est égal à 10% du montant initial diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants payés directement, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermie, si leur durée d'exécution est inférieure ou égale à 12 mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 10% d'une somme égale à 12 fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou du solde ; il débute quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché ou de la tranche affermie. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

5-3 Cession ou nantissement du marché

Le maître d'ouvrage remet au titulaire à sa demande soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au Crous Bretagne en tant que pièce justificative pour le paiement.

Le titulaire du marché public peut demander que le contenu de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité soit réduit aux indications nécessaires à la cession ou au nantissement.

S'il est procédé à une modification dans la désignation du comptable ou dans les conditions de règlement du marché public, le maître d'ouvrage annote l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité d'une mention constatant la modification.

Dans le cas d'un marché à bons de commande ou d'un marché à tranches ou d'un marché public fractionné, il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande ou de chaque tranche.

Dans le cas d'un marché exécuté par un groupement conjoint, il est délivré à chaque entreprise un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité limité au montant des prestations qui lui sont confiées.

Dans le cas d'un marché exécuté par un groupement solidaire, il est délivré un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité au nom du groupement, dès lors que les prestations réalisées par les entreprises ne sont pas individualisées. Si les prestations sont individualisées, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité correspondant à la prestation qu'elle exécute est délivré à chaque entreprise.

En cas de sous-traitance prévue dès la passation du marché, le titulaire indique dans le marché la nature et le montant des prestations qu'il envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct. Ce montant est déduit du montant du marché pour déterminer le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement.

5-4 Privilège de Pluviôse

Les seuls fournisseurs susceptibles de bénéficier du privilège résultant de l'article L. 3253-22 du code du travail sont ceux qui ont été agréés par le maître d'ouvrage.

Le privilège ne porte que sur les fournitures livrées postérieurement à la date à laquelle la demande d'agrément est parvenue à l'autorité compétente.

Article 6 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

6-1 Provenance des matériaux et des produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du Maître d'Œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

6-2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet

6-3 Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et

produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6-4 Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

Article 7 – Implantation des ouvrages

7-1 Piquetage général

L'entreprise responsable du macro-lot n°1 fait implanter par un géomètre agréé par le maître d'ouvrage, dès réception de l'ordre de service, les axes et niveaux de référence indiqués sur le plan d'implantation établi par le maître d'œuvre dans les conditions fixées par l'article 27 du CCAG TR.

Ces points et niveaux devront être positionnés en dehors de toute emprise de bâtiments et devront être protégés et entretenus pendant toute la durée des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre pourra demander leur rétablissement aux frais de l'entreprise responsable de la dégradation ou au compte prorata si l'auteur ne peut être identifié.

L'entreprise qui effectuera le piquetage de tous les points nécessaires à la réalisation de ses ouvrages devra être en mesure et à ses frais de le faire vérifier par un géomètre agréé à la demande du maître de l'ouvrage.

Les frais inhérents au piquetage sont inclus au marché.

7-2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire devra recueillir toutes les informations sur la nature et la position des ouvrages souterrains ou enterrés ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Avant tout commencement d'exécution des travaux, le piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué par les entreprises concernées, à leur frais, contradictoirement avec le représentant du maître d'œuvre sous le contrôle des concessionnaires dûment convoqués par l'entrepreneur.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, l'entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

Si des canalisations, câbles, ouvrages souterrains ou enterrés non repérés initialement sont découverts en cours d'exécution des travaux, l'entrepreneur en informe immédiatement le maître d'œuvre et il est procédé contradictoirement à leur relevé.

Article 8 – Préparation, coordination et exécution des travaux

8-1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

8.1.1 Période de préparation

Il est fixé une période de préparation de 2 mois conformément au CCAG Travaux.

Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire. L'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

8.1.2 Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- Fourniture des plans de scellement et de réservation par l'entreprise concernée dans le cadre du planning travaux. En cas de manquement, les carottages seront exécutés par le titulaire du macro-lot n°1, à la charge de l'entreprise défaillante.
- Etablissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG TR, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- Etablissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG TR, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.
- Etablissement d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants).

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au coordonnateur S.P.S. durant la période de préparation. L'absence de remise de ces plans fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

- Echantillons

Les échantillons de matériaux et d'appareillage ou les prototypes dont la production est prévue par le C.C.T.P. sont fournis. Ils sont soigneusement fixés et plombés pour éviter toute substitution. Ils sont inscrits sur un registre comportant une case réservée à la signature du Maître d'œuvre ou du Maître d'ouvrage. La production des échantillons et des fiches techniques devra se faire au cours de la période de préparation telle qu'elle est définie dans le présent CCAP ou suivant le calendrier détaillé d'exécution qui sera réalisé pendant la préparation de chantier.

8-2 Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont établis par chaque entrepreneur en ce qui concerne son lot suivant les conditions fixées par la Maitrise d'Œuvre (ou OPC) au vu du déroulement du chantier.

L'entrepreneur qui a la charge des plans d'exécution les soumet, avec les notes de calculs y afférentes et les spécifications techniques détaillées, au visa du Maître d'Œuvre qui les lui retourne, avec ses observations éventuelles, au plus tard 15 jours après leur réception.

Une copie sera transmise au Bureau de Contrôle pour avis.

Le titulaire est tenu de transmettre au Maître d'Œuvre et au coordonnateur SPS les éléments que celui-ci demande pour l'établissement du D.I.U.O.

8-3 Mesures d'ordre social

8.3.1 Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8.3.2 Lutte contre le travail dissimulé

Les dispositions en matière de lutte contre le travail dissimulé s'appliquent conformément à l'article 31.5 du CCAG TR.

8-4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8.4.1 Emplacements mis à disposition pour déblais

Le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains ou occupation temporaire de la voie publique dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt temporaire des déblais en excédent, en sus des emplacements que le maître d'ouvrage met éventuellement à sa disposition comme lieux de dépôt définitifs ou provisoires. Il doit soumettre le choix de ces terrains à l'accord préalable du maître d'oeuvre, qui peut refuser l'autorisation ou la subordonner à des dispositions spéciales à prendre, notamment pour l'aménagement des dépôts à y constituer, si des motifs d'intérêt général, comme la sauvegarde de l'environnement, le justifient.

8.4.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A/ Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent CCAP sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B/ Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre prononcer un arrêt de tâche et demander au maître d'ouvrage d'arrêter tout ou partie du chantier, si nécessaire.

C/ Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

C.1 Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

C.2 Obligations du titulaire

- Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :
 - le P.P.S.P.S. (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs) ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
 - les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quelque soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats. – tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
 - la copie des déclarations d'accident du travail.
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :
 - de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
 - de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.
Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.
- A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D/ Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

8.4.3 Signalisation des chantiers

Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur à qui incombent le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, fait poser le panneau de chantier et de communication répondant aux dispositions réglementaires. Ce panneaux seront fournis à l'entrepreneur par le maître d'ouvrage.

8.4.4 Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG TR, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

8.4.5 Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, l'entreprise fera son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public, des permissions de voirie nécessaires à la réalisation des ouvrages ainsi que toutes autorisations nécessaires pour le montage des grues, si besoin. L'entrepreneur doit prévoir dans son offre toutes les dispositions propres à assurer ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels, matériaux et terres à remployer. Il fera son affaire de toutes les autorisations et accords nécessaires, pour les besoins du chantier, notamment auprès des Services Techniques de la Ville (voirie et réseaux) et conformément aux mesures de police applicables sur le site. Il supportera toutes les indemnités et taxes dues pour occupation du domaine public et du domaine privé communal.

Le règlement de ces indemnités et taxes sera, effectué directement auprès des Services municipaux ou fiscaux. Les emplacements doivent être remis en état par l'entrepreneur à la fin des travaux, avant l'expiration du délai d'exécution. L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour éviter tout dépôt de déchets sur le chantier.

8-5 Garde du chantier

Il est précisé qu'incombe au macro-lot n°1 dans le cadre du compte-prorata :

- Les charges temporaires de voirie et de police,
- Les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments.

Si le marché relatif au macro-lot n°1 est résilié par application des articles 50.1 ou 52 du CCAG TR, le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

8-6 Echancier de paiement

Le titulaire de chacun des lots devra fournir un prévisionnel d'échéancier de paiement sur la durée du contrat au moment de la notification du marché et devra le mettre à jour à chaque demande du maître d'ouvrage sous 5 jours ouvrés.

Article 9 – Contrôle et réception des travaux

9-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire de chacun des lots.

Si le maître d'œuvre prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du maître d'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

9-2- Logements témoins

Deux logements témoins seront à réaliser : une chambre et un studio.

Les caractéristiques attendues sont décrites à l'article 00.16 du CCTP « Lots 1 à 5 ».

9-3 Réception

Par dérogation aux articles 41.1, 42.1 à 42.3 du CCAG :

Le titulaire avise avant la fin du délai contractuel, à la fois le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

La réception des ouvrages a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution de l'opération visée à l'article premier. La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération.

Il pourra être procédé le cas échéant à des réceptions partielles correspondant à chaque phase de travaux définie au calendrier. Le délai de garantie court à compter de la date d'effet de chaque réception partielle.

Toutefois, dans le cas de marchés par corps d'état séparés, si les travaux d'une ou plusieurs entreprises ne sont pas en état d'être reçus à la date fixée en application de l'article 41.1 et 41.1.1 du CCAG, le Maître d'ouvrage peut prononcer néanmoins la réception des travaux des autres entreprises dans les délais fixés aux PV.

Par application de l'article 41.4 du CCAG, la réception sera prononcée sous réserve du bon fonctionnement des éléments d'équipement du ou des bâtiments (électricité-courants faibles, chauffage, VMC, portes de parking, etc), après une période déterminée et de l'exécution concluante des épreuves prévues au C.C.T.P. En tout état de cause, la réception des ouvrages relatifs au chauffage, à la production d'eau chaude sanitaire et VMC ne pourra être prononcée qu'après avis des équipes du Crous Bretagne.

Dans le cas d'opération réalisée par des entreprises non groupées, il appartient au titulaire du marché afférent au macro-lot n°1 d'adresser au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre la lettre recommandée mentionnée à l'article 41.1 du CCAG. Toute entreprise, en cas de défaillance de l'entreprise chargée du macro-lot n°1 peut provoquer, comme indiqué ci-dessus, les opérations préalables à la réception.

Lors des opérations préalables à la réception, l'entrepreneur intéressé doit présenter les certificats « Consuel » et confirmer la levée des réserves concessionnaires. La remise de ces documents se fera au plus tard 1 semaine avant la date prévue de mise en service des fluides. Si ce délai n'était pas respecté, l'entrepreneur sera tenu responsable et les pénalités prévues à l'article 4.3.1 pourraient être appliquées.

9-3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Aucune disposition particulière n'est prévue.

9-4 Délais de garantie

Le délai de garantie est le délai pendant lequel le maître d'ouvrage peut formuler des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG TR, le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG travaux, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'extinction complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG travaux.

9-5 Garanties particulières

Les garanties particulières sont précisées dans le CCTP.

9-6 Assurances

Par dérogation à l'article 8 du CCAG Travaux, tout participant à l'acte de construire retenu lors de la consultation devra impérativement transmettre au Maître d'ouvrage, avant la signature du marché, et à tout moment durant l'exécution du marché, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande, les attestations d'assurance signées de sa Compagnie d'Assurances ou de son représentant local confirmant que les biens de l'entreprise sont assurés.

9.6.1 Les attestations d'assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale ;
- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

9.6.1.1 – Les biens de l'entreprise sont assurés

Le contrat devra garantir les vols, dégradations, avaries, pertes, destructions et dommages de toute nature survenant à ses matériels, matériaux stockés sur le chantier, engins de chantiers et installations de tous ordres qui lui sont nécessaires pour la réalisation de l'objet de son marché.

9.6.1.2 – La « responsabilité civile travaux » est bien assurée pour l'opération en cause

Cette attestation doit préciser que la garantie couvre, pendant et après travaux, les conséquences pécuniaires corporelles, matérielles et immatérielles causées aux tiers (y compris le Maître d'ouvrage et le représentant du maître d'ouvrage) par accident, incendie, explosion, action de l'eau, vol ou toutes autres causes, à l'occasion ou par suite de son activité professionnelle. Si le contrat n'accorde pas des garanties suffisantes, tant en ce qui concerne la nature que le montant, le Maître d'ouvrage pourra imposer la souscription de garanties supplémentaires que le participant à l'acte de construire devra obtenir avant toute intervention sur le chantier.

9.6.1.3 – La « responsabilité civile décennale » est bien assurée pour l'opération en cause

a) Généralités

L'attestation devra notamment préciser le code des qualifications professionnelles ou activités couvertes.

b) Assurance des fabricants

L'entrepreneur devra obtenir de la part des fabricants ou importateurs d'ouvrages, parties d'ouvrages ou éléments d'équipements qu'il est chargé de mettre en œuvre aux termes du présent marché et plus spécialement pour les parties de la construction dénommées « composants » au sens de l'article A 241.2 du code des assurances, la justification qu'un contrat d'assurance a été souscrit par ces derniers, en vue de couvrir la responsabilité qu'ils peuvent éventuellement encourir en vertu de l'article 1792.4 du Code Civil et que celui-ci est bien en état de validité au jour de la vente des fournitures.

Cette justification devra être fournie par le négociant lorsque l'entrepreneur ne traitera pas directement avec le fabricant ou l'importateur.

En tout état de cause, les entrepreneurs, devront transmettre au Maître d'ouvrage toute attestation d'assurance relative à la garantie des ouvrages, éléments d'équipements dénommés « composants ». Si l'entrepreneur titulaire du marché de travaux fabrique l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'élément d'équipement sans procéder à sa mise en œuvre sur le chantier, il devra, vis-à-vis du Maître d'ouvrage :

- 1°) s'il est titulaire d'un contrat « INDIVIDUELLE DE BASE », lui garantissant à un autre titre la responsabilité qui peut éventuellement lui incomber en vertu des articles 1792 et 1792.2 du Code Civil, apporter la preuve par une attestation d'assurance que son sous-traitant, chargé de la mise en œuvre, est bien titulaire d'un contrat du type « INDIVIDUELLE DE BASE » adapté à la Loi du 04.01.78,
- 2°) s'il n'est pas titulaire d'un contrat du type de celui visé au 1° ci-dessus, fournir l'attestation d'assurance qu'il est titulaire d'un contrat d'assurance le garantissant pour la responsabilité qui peut éventuellement lui incomber en vertu de l'article 1792.4 du Code Civil.

c) Travaux donnés en sous-traitance

L'entrepreneur titulaire du marché de travaux devra exiger de son ou ses sous-traitants, les attestations d'assurance et les transmettre au Maître d'ouvrage, avant la signature du marché.

Si l'entrepreneur titulaire du marché est lui-même titulaire d'un contrat « INDIVIDUELLE DE BASE » adapté à la Loi du 04.01.78, il devra imposer à son ou ses sous-traitants d'être titulaires d'un contrat d'assurance du même type ou d'un contrat agréé par l'A.R.C.E.S. (Association pour l'Assurance des Risques de la Construction des Entrepreneurs Syndiqués à la Fédération Nationale du Bâtiment).

Si le sous-traitant n'est pas titulaire d'un tel contrat, le titulaire du marché devra, dans ce cas, déclarer au titre de son contrat « INDIVIDUELLE DE BASE » le montant des travaux sous-traités.

Le titulaire du marché devra imposer à son ou ses sous-traitants d'avoir eux-mêmes à obtenir des fabricants ou importateurs avec lesquels ils seront amenés à traiter les mêmes justificatifs sur le plan de l'assurance que ceux mentionnés au 3b ci-dessus.

9.7.1.4 – La garantie sur les ouvrages existants est accordée pour l'opération en cause

Le contrat devra garantir la responsabilité civile pour les dommages affectant l'état des « existants » et ayant pour origine les travaux neufs réalisés dans la construction.

9.6.1.5 – Qu'il est titulaire d'un contrat garantissant la mise en œuvre des produits suivant une technique non courante, dans l'hypothèse où une telle technique serait utilisée.

Tous les Produits ou Procédés qui relèvent des Techniques dites « non courantes » (hors des normes, des DTU et des Avis Techniques) feront l'objet d'une autorisation préalable écrite du Maître d'œuvre ou d'ouvrage. Dans ce cas, l'entrepreneur devra fournir une attestation d'Assurance RC Décennale en capitalisation de l'Applicateur et portant le nom du chantier. Seuls les produits ayant fait l'objet d'un Cahier des Charges visé par un Bureau de Contrôle agréé et en cours de validité, seront acceptés. L'entrepreneur fournira la Note de Préconisation du Fabricant portant sur la compatibilité du support et sur les détails de mise en œuvre, ainsi que le Rapport de Visite In Situ du même Bureau de Contrôle. Les frais de Bureau de Contrôle afférents aux contrôles de la mise en œuvre de ces Procédés de Techniques non Courantes, sont à charge de l'entrepreneur.

9.6.2 Sanction pour défaut d'attestation d'assurance

Tout participant à l'acte de construire retenu lors de la consultation ne présentant pas les attestations d'assurance précitées en état de validité, avant la signature du marché, ne pourra être retenu.

9.6.3 Dispositions diverses

9.6.3.1 – Modification des contrats

Tout participant à l'acte de construire est tenu de signaler au Maître d'ouvrage toutes les modifications apportées sur ces contrats au cours de la période travaux soit sur sa propre demande, soit à l'initiative des assureurs.

9.6.3.2 – Déclaration de sinistre

Dans le cadre du présent marché, l'entrepreneur est tenu de déclarer à son assureur, sur demande du Maître d'ouvrage, tout sinistre relatif à des dommages survenant durant la période de garantie de parfait achèvement, visée à l'article 1792.6 du Code Civil, de nature à entraîner sa responsabilité au regard des articles 1792 et 1792.2 du Code Civil, ainsi que sa garantie au regard de l'article 1792.3 dudit Code.

9.6.3.3 – Paiement des primes

a) Tout participant à l'acte de construire, y compris les sous-traitants, devra justifier à tout moment, sur simple demande du Maître d'ouvrage, du paiement de ses primes, et ce, jusqu'à la fin de la période de parfait achèvement.

b) Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne peut avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurances intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes d'assurance afférentes aux polices mentionnées ci-avant, ainsi que les frais de contrôle qui, le cas échéant, lui incombent.

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 53 du CCAG, de payer directement les primes à la compagnie d'assurances et d'en imputer le montant sur les sommes dues à l'entrepreneur.

9-7 Résiliation

Après signature du marché :

- en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R 2143-5 du code de la commande publique ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 29 mars 2019 pour ce qui concerne les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature,
- en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R 2143-6 et suivants du code de la commande publique pour ce qui concerne les documents et renseignements exigés préalablement à l'attribution du marché,

Le maître d'ouvrage résilie le marché aux torts du cocontractant et selon les dispositions des articles 49.1, 50.1, 50.3 et 53 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché, la liquidation des comptes est effectuée selon les dispositions de l'article 51.2 du CCAG Travaux.

9-8 Obligations du titulaire

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- dans le cas où le candidat emploie des travailleurs étrangers, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2).
- tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par le titulaire sans relance particulière au CROUS tous les 6 mois.

A défaut, le marché est résilié sans indemnité pour faute du titulaire.

Conformément à l'article 6 du CCAG TR, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013), une mise en demeure sera adressée par le maître d'ouvrage à toute entreprise qui ne s'acquitterait des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Si l'entreprise ne donne pas suite à cette mise en demeure de régulariser sa situation, dans un délai de deux mois, le marché pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

9-9– Confidentialité et protection des données personnelles

Traitement des données à caractère personnel des candidats :

Les données à caractère personnel concernant le titulaire sont collectées par le CROUS Bretagne aux fins d'évaluer sa candidature dans le cadre du présent marché.

Les données personnelles des candidats sont destinées uniquement au CROUS Bretagne. Elles seront conservées pendant toute la procédure et supprimées au bout de 5 ans à compter de la fin de cette période.

Conformément à la législation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, les candidats disposent d'un droit d'accès aux données les concernant ou de demander leur effacement. Les candidats disposent également d'un droit de rectification, d'opposition, ainsi que d'un droit à la portabilité de leurs données et d'un droit à la limitation du traitement de leurs données.

Pour exercer l'un de ces droits ou pour toute information complémentaire sur la gestion de leurs données par le CROUS Bretagne, les candidats peuvent adresser leur demande à dpo@crous-rennes.fr et à pole-juridique@crous-rennes.fr.

Toute demande doit préciser le motif de celle-ci ainsi que l'adresse à laquelle doit être envoyée la réponse et être accompagnée de la copie recto verso d'une pièce d'identité, en cours de validité et portant la signature du demandeur.

Une réponse sera adressée au candidat dans un délai maximum d'un mois, à compter de la date réception de la demande ; ce délai pouvant être prolongé de deux mois en raison de la complexité et du nombre de demandes.

Si toutefois le candidat estime, après avoir contacté le DPO du CROUS Bretagne, que ses droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, il aura la possibilité d'adresser une réclamation à la CNIL.

Obligations du titulaire liées aux données à caractère personnel :

Le titulaire du marché s'engage à respecter pour ce qui le concerne, toutes les dispositions du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 Avril 2016 (RGPD) qui lui incombent à l'occasion de l'exécution du présent marché.

En particulier, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la confidentialité et la sécurité des traitements de données personnelles transmises par le CROUS Bretagne et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Article 10 – Règlement des différends et des litiges

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le maître d'ouvrage.

Article 11 – Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG, aucune liste dérogatoire n'est décrite dans le présent CCAP.